



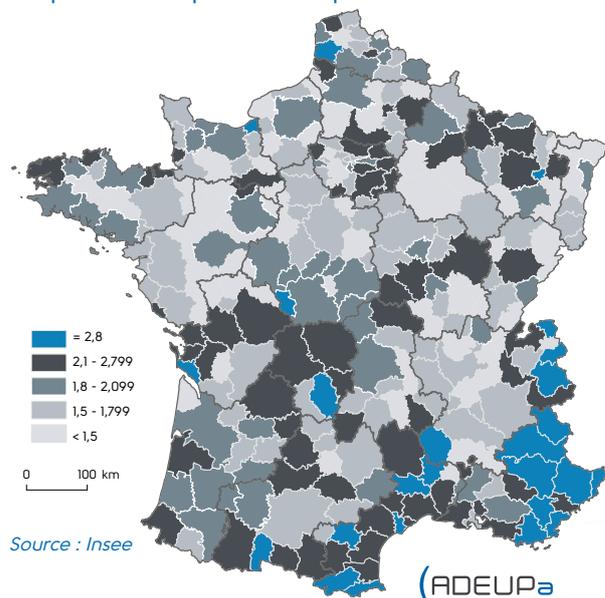
L'économie présenteielle : une croissance continue depuis 1982

Les activités présenteielles sont celles mises en œuvre pour la production de biens et services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans le territoire, habitants et touristes. Il s'agit par exemple des secteurs du commerce, du tourisme, de la construction, de l'administration... Les activités non-présenteielles produisent des biens majoritairement consommés hors territoire (industrie notamment) et offrent des services principalement vers les entreprises de cette sphère.

72% DE L'EMPLOI TOURNÉ VERS LE PRÉSENTIEL DANS L'AIRE URBAINE DE BREST

Au niveau national, l'emploi présenteiel représente 65% des emplois en 2008, soit 260 emplois pour 1 000 habitants. Dans les principales aires urbaines finistériennes, cette part est plus élevée (respectivement 69%, 72% et 74% pour Quimper, Brest et Morlaix). La localisation de l'emploi présenteiel s'explique par plusieurs facteurs : l'importance de la population résidente, son pouvoir d'achat et sa propension à consommer, l'attractivité touristique, les fonctions de centralité urbaine... Pour Brest (300 emplois/1 000 hab.), le poids des activités de défense concourt aux résultats. En effet, l'INSEE affecte ce secteur dans la sphère présenteielle, même si le service rendu dépasse largement l'échelle locale. À Quimper (320 emplois/1 000 hab.), le caractère préfectoral de la ville et l'activité touristique contribuent à l'importance de l'économie présenteielle ; dans le cas de Morlaix (370 emplois/1 000 hab.), ce sont les activités liées à la santé et à l'action sociale.

Ratio des emplois de la sphère présenteielle sur les emplois de la sphère non-présenteielle en 2008



UNE PROGRESSION DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE CONFORME À LA MOYENNE NATIONALE

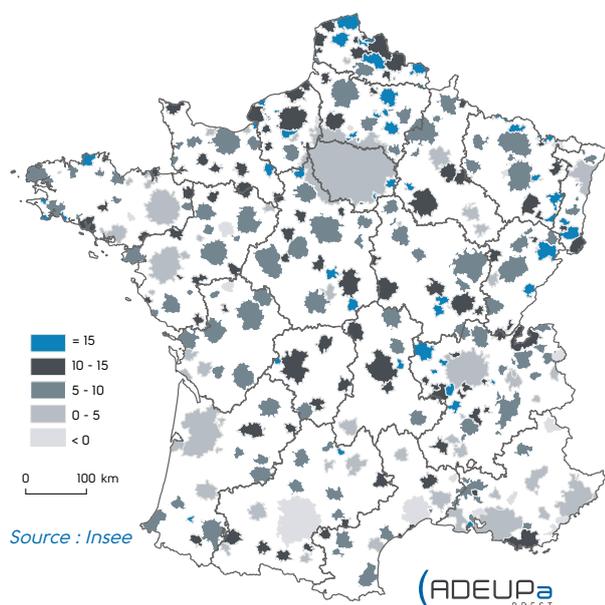
En France, la place de la sphère présenteielle dans l'emploi s'est accrue ces dernières années (+9 points entre 1982 et 2007). La tendance au sein des aires urbaines finistériennes est conforme, voire légèrement inférieure au mouvement national (+5 points pour Quimper, +8 points pour Brest et Morlaix).



FORTE DÉCRUE DE L'EMPLOI NON-PRÉSENTIEL DANS LE FINISTÈRE

Parallèlement au développement des effectifs de l'économie présenteielle, l'emploi dans la sphère non-présentielle a reculé dans une grande partie des régions françaises depuis 1982 (-4%). En Bretagne, c'est également le cas en dépit d'un rebond entre 1999 et 2008. Dans le Finistère, l'érosion est nettement plus marquée (-17%), principalement sur la période 1982-1999, et s'explique par les baisses d'effectifs enregistrées principalement dans les secteurs de la pêche et de l'industrie. Les contrastes territoriaux sont forts : les espaces à dominante rurale sont globalement plus touchés, même si tous les pôles urbains n'échappent pas à la tendance. Les communes de Brest, Douarnez, Concarneau, Scaër, Plouhinec et Saint-Martin-des-Champs enregistrent les plus forts reculs ; les communes de Quimper, Landivisiau, Saint-Évarzec, Lampaul-Guimiliau, Plouzané et Plouédern les progressions les plus importantes.

Évolution de la part de la sphère présenteielle entre 1982 et 2008



Source : Insee

Évolution de l'emploi dans la sphère non-présentielle entre 1982 et 2008

	En nombre	En %
France	-320 232	-4%
Bretagne	-18 747	-4%
Finistère	-20 266	-17%
Principales aires urbaines finistériennes :		
Brest	-727	-2%
Quimper	+2 086	+11%
Morlaix	-782	-16%

L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE EXPOSÉE AUX CRISES ÉCONOMIQUES

D'après une étude récente de la FNAU¹ et contrairement à une idée généralement répandue, l'impact des ralentissements conjoncturels est accentué dans les territoires caractérisés par une forte présence des activités présenteielles. Ainsi, les activités immobilières et le secteur de la construction, deux composantes importantes de la sphère présenteielle, ont subi de plein fouet la crise en 2008-2009. Conséquence d'une contraction de la demande et d'un durcissement des conditions d'octroi des crédits immobiliers, de fortes pertes d'emplois ont été enregistrées.

À l'avenir, la réduction programmée des dépenses publiques pourrait fragiliser le développement des activités dans le secteur de l'enseignement, de la santé, de l'action sociale... et ainsi freiner le dynamisme de territoires tournés vers le présentiel.

¹ - « L'emploi local face à la crise de 2008-2009 : un révélateur des divergences territoriales », Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, 2011